

# **Commerce équitable et consommation éthique vers des échanges conscients et solidaires**

Texte de synthèse présenté par  
le chantier "Commerce Equitable" de  
l'Alliance pour un monde responsable et solidaire

## **Diagnostic**

L'émergence du commerce équitable et de la consommation éthique s'explique par la volonté d'une partie de la société mondiale d'établir de nouveaux liens de solidarité à travers des échanges commerciaux obéissant à d'autres valeurs. En effet, au cours des dernières décennies, les échanges marchands ont connu dans le monde une formidable accélération qui devait, selon les chantres de la libéralisation, permettre "la croissance pour tous". Mais les bénéfices de cette croissance, réelle sur le plan matériel, ont été répartis de façon très inégale, et n'a pas permis un véritable développement dans les pays et régions les plus loin des "centres". Ceci est du notamment à l'instabilité du prix des matières premières, et à la détérioration des termes de l'échange.

La division internationale du travail a pérennisé pour de nombreux pays du Sud la nécessité de se spécialiser dans les produits d'exportation. L'idéologie de la mondialisation cache mal le fait que la plus grande partie de la circulation de valeur se fait entre les régions du monde où se concentre le capital financier et industriel. Ces différents éléments expliquent qu'une grande partie de la population mondiale reste tributaire d'une production de produits primaires pour l'exportation, dont elle supporte généralement seule le poids du risque inhérent aux échanges mondiaux. Cette situation de dépendance n'est pas sans incidence sur la perte de l'autonomie alimentaire dans certaines régions du monde, et sur la déstructuration de territoires, qui perdent leur vocation première de lieux de vie pour devenir de simples annexes d'un système mondial de production.

## **La réponse du commerce équitable**

Au cours des années 1960 est apparu, principalement en Europe, un mouvement se revendiquant du "commerce équitable". Préoccupé en premier lieu par "l'échange inégal" entre produits industriels et produits agricoles, il vise à remplacer les relations d'assistance entre pays du Nord et du Sud par des liens de solidarité dans l'échange économique, permettant à ces derniers de se développer par eux-mêmes. Cette réflexion était résumée par le slogan "Trade not Aid". Par la vente de produits artisanaux et agricoles dans des boutiques alternatives, puis de produits labellisés jusque dans certains supermarchés, le commerce équitable parvint à établir un rapport plus direct entre producteurs du Sud et consommateurs du Nord. Il a établi des critères précis permettant la mise hors-jeu des intermédiaires traditionnels et ainsi de s'approcher d'un "juste prix" aux producteurs par une répartition plus équitable de la valeur ajoutée entre producteurs et importateurs.

La mise en place de filières obéissant à des règles économiques et éthiques précises ont permis la promotion d'acteurs nouveaux, habituellement soumis aux rapports de force dominants. Les coopératives de petits producteurs ont trouvé là une incitation à s'organiser et une reconnaissance de leur rôle dans la construction d'un tissu socio-économique assurant un développement social réel et le bien-être des familles y participant. Le développement de ces filières répondant à des critères précis a constitué un encouragement à l'organisation démocratique des producteurs. Au Nord, des organisations de la société civile sont apparues pour soutenir ce type d'échange, et établir un contrôle sur le respect de ses critères d'exercice par l'ensemble des acteurs en jeu dans les filières équitables.

## 1. Les objectifs du commerce équitable :

### Une économie à visage plus humain

Nombreuses sont les personnes du Nord et du Sud qui sont conscientes que les structures du commerce international sont au cœur des déséquilibres majeur de notre temps. La sacralisation du " marché ", la croissance de la production matérielle et la circulation accélérée des marchandises et des symboles de valeur, la confusion du bien-être et du développement avec cette production et cette circulation ont rendu la sphère économique omniprésente dans la vie sociale. L'illusion de la liberté devant une offre de produits toujours plus importante cache mal l'homogénéisation des comportements suscités par le consumérisme, au sein duquel la seule " défense du consommateur " a bien du mal à insuffler d'autres valeurs.

Le mouvement du commerce équitable et de la consommation éthique vise, au-delà de l'interrogation sur la qualité des produits et leur adéquation au confort et à la santé des consommateurs, à re-socialiser l'échange marchand. Autrement dit, par un acte répété et conscient d'élection de produits répondant à certains critères éthiques, le consommateur peut devenir acteur, influant dans une direction voulue et connue la situation de producteurs situés dans une autre région du monde. Le commerce équitable permet ainsi de remplacer une relation commerciale caractérisée pour les producteurs et les consommateurs finaux par l'abstraction et donc l'irresponsabilité, par une relation plus directe et solidaire.

Ce mouvement a investi certaines filières bien précises, dont l'importance est à la fois symbolique et réelle pour les pays du Sud. Il s'agit de produits d'agrément d'usage très courant dans les pays riches : café, cacao, banane... ou de produits artisanaux, dans lesquels s'expriment une partie de la richesse culturelle de ces pays. Le commerce équitable a su renouveler ses méthodes au cours des années 1980 pour s'adresser à l'ensemble des consommateurs : la création des labels de commerce équitable a permis de faire entrer certains produits socialement et écologiquement équitables dans les lieux de grande distribution sans renoncer à leur spécificité.

### Des pratiques diverses

Le dynamisme des acteurs du commerce équitable de produits du Sud (produits tropicaux et artisanat) explique que le commerce équitable soit perçu principalement comme un mouvement de solidarité dans l'échange de produits du Sud vers le Nord. Il existe cependant, tant au Nord qu'au Sud, d'autres pratiques pouvant légitimement se réclamer d'une éthique solidaire du commerce, et donc du *commerce équitable*, même si elles se situent à une échelle locale ou régionale. Tel est le cas de *l'agriculture soutenue par la communauté* (en anglais : *community supported agriculture*), présente dans des pays européens et américains, qui propose de nouvelles formes de solidarité entre villes et campagnes, et un commerce qui contribue au développement du territoire. Il existe certainement d'autres pratiques solidaires de commerce équitable contribuant au développement d'économies locales. Celle-ci a le mérite d'illustrer une forme de complémentarité avec le commerce équitable Nord-Sud.

Au cours des dernières décennies, les ventes de produits équitables du Sud, surtout agricoles, ont augmenté de façon importante dans certains pays d'Europe (Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Belgique, Danemark,...) et même en Amérique du Nord. L'introduction de produits labellisés dans la grande distribution a permis une extension significative du commerce équitable. Bien qu'il soit difficile d'en évaluer l'impact réel, cette progression constitue un indice encourageant pour une régulation citoyenne des échanges marchands. Participant indéniablement de la mouvance de l'économie solidaire, le commerce équitable constitue une pratique s'exprimant plutôt au niveau des échanges internationaux. Les inquiétudes provoquées par la mondialisation des échanges et ses effets déstructurant sur les économies et les solidarités locales amènent à examiner l'expérience du commerce équitable à la lumière des défis actuels pour le développement d'échanges équitables.

## **Un grain de sable dans les rouages de la pensée dominante...**

Le mouvement du commerce équitable a assuré le développement de filières dans lesquels l'acte d'achat prend un visage éthique et politique. L'époque où acheter un produit équitable dans un magasin alternatif relevait plus du geste militant que de l'acte conscient est en partie révolue. Ce mouvement s'est structuré pour pouvoir répondre à la fois aux attentes des producteurs et à l'exigence de qualité des consommateurs. Il a ainsi permis la remise en cause de certains mythes fondateurs d'une vision de la modernité associée au marché : efficacité automatique de la "main invisible", effets positifs de l'individualisme et de l'irresponsabilité dans l'échange, etc. Il est aujourd'hui possible de penser une re-socialisation et politisation de l'échange économique, dont le commerce équitable est une illustration.

De ce point de vue, les objectifs du commerce équitable convergent avec d'autres mouvements engagés dans des actions concrètes. Par exemple, le mouvement de la consommation responsable, qui vise plutôt à informer le consommateur sur l'origine et les conditions de production et d'échange des produits qu'il achète, par le biais de campagnes de sensibilisation aux conditions de travail des salariés dans les pays du Sud, menées par des délégation de ces pays, et par des associations relayant cette information, et appelant au respect minimum des règles définies par l'Organisation mondiale du travail (OIT). Mais aussi la finance solidaire, qui applique les principes de la solidarité sur le plan de l'épargne et de l'investissement, ou le mouvement naissant du tourisme responsable.

Le commerce équitable est, parmi ces nouvelles façons de pratiquer l'économie, celui qui a sans doute la plus longue expérience des échanges Nord-Sud. S'il peut revendiquer une certaine exemplarité, il ne peut à lui seul répondre aux défis posés par l'extension de l'échange marchand dans toutes les sphères de la vie. Les effets destructurants et polarisants de cette progression ne se manifestent pas seulement sur le plan d'une répartition injuste des revenus. Ils se placent aussi sur d'autres plans, plus complexes : déstructuration des territoires, homogénéisation culturelle, contrôle de l'information, etc. Pour que le commerce équitable continue à constituer une réponse adéquate, il est nécessaire de le situer à la lumière des défis actuels.

## **2. Les défis du commerce équitable**

### **Paradoxes du développement du commerce équitable**

Le mouvement du commerce équitable est à la croisée des chemins. Son entrée dans les circuits de la grande distribution lui a permis de toucher un plus grand public. Ce développement semble se faire au risque que les produits équitables ne deviennent, comme les produits biologiques, qu'un segment dans la gamme des produits offerts aux consommateurs par les super et hypermarchés et que progressivement les campagnes marketing se substituent aux campagnes citoyennes. Le commerce équitable aurait alors permis l'intégration d'un certain nombre de producteurs du Sud dans le commerce mondiale, mais abandonné au passage sa dimension " critique " du commerce international et l'ambition de promouvoir d'autres manières de produire et de consommer. De manière paradoxale, le commerce équitable pourrait alors être vu uniquement comme un moyen d'accroître l'efficacité et l'équité du marché en améliorant l'information du consommateur et en levant certaines barrières à l'entrée des marchés. Les partisans du commerce équitable rejoindraient les libéraux dans la croyance qu'il suffit de plus transparence sur les prix et sur les conditions de productions des biens et services pour permettre une régulation juste des échanges marchands par la consommation.

Tout en souhaitant le développement des part de marché du commerce équitable, les participants du chantier ont au contraire insisté sur le développement des dimensions politiques et citoyennes à

l'origine des pratiques commerce équitable. C'est seulement à certaines conditions que le commerce équitable participera à long terme à l'élaboration d'un Monde responsable et solidaire.

### **Le développement d'économies et de solidarités locales**

Un des principaux défis posés par les structures dominantes de l'économie mondiale est d'assurer le développement intégré des territoires, tant au Sud qu'au Nord. La dynamique du commerce mondiale ne produit pas seulement de l'échange inégal, mais aussi une destructuration des territoires, et le sacrifice de l'environnement au service du "développement". Si l'on pensait dans les années 1960 qu'il suffisait d'offrir une meilleure répartition de la plus-value pour promouvoir le développement, la question apparaît aujourd'hui beaucoup plus complexe. La fracture économique et sociale apparaît non seulement au Sud, mais entre régions au Nord.

Pour intégrer ces préoccupations à ses objectifs, le commerce équitable doit s'ouvrir à une définition élargie de son propre objet, lui permettant de s'articuler à des pratiques innovantes se situant davantage sur le plan du développement local. Le prise en compte de seuls critères économiques dans la construction de "prix équitables" n'est pas suffisante pour assurer l'équilibre des échanges. Il est nécessaire de contribuer également à la souveraineté alimentaire et de la préservation de l'environnement, notamment.

C'est pourquoi le commerce équitable ne peut rester confiné à l'exportation de produits d'exportation classique, qui risquent de ne créer que quelques îlots de développement soigneusement protégés, sortes de "paradis artificiels", masquant un contexte général dans lequel les populations auraient perdu la maîtrise de leur destin. L'existence de pratiques comme l'agriculture soutenue par la communauté, et le rapprochement entre acteurs du commerce équitable et de l'agriculture biologique constituent des signes encourageants d'une évolution en ce sens. Le défi de la construction d'économie solidaires au Nord et au Sud fait ainsi apparaître la nécessité de trouver des articulations entre différentes échelles d'action, de la région ou de la collectivité locale au commerce international.

### **Communication et circulation de l'information**

Le commerce équitable propose des circuits de commercialisation dans lesquels l'information sur les revenus des différents acteurs (producteurs, importateurs, etc.) puissent être connue de tous. Des agences indépendantes de certification du commerce équitable garantissent la transparence de cette information, et signalent par des labels les produits qui répondent aux critères établis. C'est là une innovation intéressante, définissant les contours d'une économie plus humaine et responsable. Elle pourrait cependant trouver cependant des obstacles avec les limites que les négociations sur le commerce international pourraient imposer à l'étiquetage des produits. Il est nécessaire de défendre ici le droit à toute l'information sur les produits, y compris ses qualités "invisibles" (effets sur l'environnement, conditions des producteurs, etc.)

Il faut aussi trouver des moyens pratiques et juridiques de mettre davantage d'information à disposition des producteurs et des consommateurs. Il est possible par exemple d'établir des critères correspondant à différents aspects d'un produit (conditions de production, respect de l'environnement, de la santé, voire du monde animal). Mais il ne faut pas oublier que de nombreux critères varient d'une culture à l'autre. La démocratie, la justice ou la santé n'ont pas la même définition dans toutes les cultures. La question de la circulation de l'information nous rappelle, qu'au delà de l'échange d'information sur des données brutes, comme sont les données économiques, un dialogue reste nécessaire entre producteurs, distributeurs et consommateurs, fondé sur une réelle réciprocité. Celle-ci autoriserait par exemple les populations du Sud à exprimer leur point de vue sur les modes de vie au Nord.

En bref, la réflexion sur le commerce équitable doit être portée par les acteurs directement concernés, habitants du Sud et du Nord, et non seulement par des spécialistes.

## La question de la reconnaissance publique

Le développement récent du commerce équitable a suscité l'intérêt de certains grands distributeurs. La progression des ventes dans certains pays a été d'ailleurs permise par la participation de certaines grandes chaînes à la distribution de produits du commerce équitable. Celle-ci n'a rien de choquante tant que les organismes de certification peuvent assurer la valeur *éthique* de leurs produits, symbolisé par les labels indépendants. La multiplication des *labels-maison* et de chartes et de codes de conduite par certains distributeurs ou des grandes entreprises eux-mêmes risque cependant de confondre le consommateur non averti. C'est pourquoi il est nécessaire de regarder avec précaution l'intérêt de ces importants acteurs économiques pour l'éthique.

Des signes tardifs de reconnaissance publique du commerce posent une question parente, celle de la cohérence des politiques de régulation économique. Si le Parlement Européen a adopté quelques principes du commerce équitable<sup>1</sup>, il remet en même temps en cause les principes qui ont guidé les accords de Lomé, assurant des échanges plus égaux avec les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique. La promotion du commerce équitable à grande échelle ne fera pas l'économie du débat sur le fondement des politiques économiques actuelles, et d'une véritable réflexion sur les conditions d'un développement équilibré et durable. En l'absence de ceux-ci, les gestes symboliques des gouvernants en faveur du commerce équitable risquent de n'avoir aucune portée réelle.

Le perméabilité des acteurs les plus puissants au discours du commerce équitable, interpelle à plusieurs types le secteur du commerce équitable. Il faut encourager les régulations publiques et privées du commerce international allant dans le sens voulu, sans tomber dans le jeu d'actions et de mesures purement symboliques, cachant le contenu des pratiques dominantes, qui continuent à obéir au jeu déséquilibré des rapports de force.

Les participants au chantier commerce équitable de l'alliance pour un Monde responsable et solidaire ont conscience que le développement du commerce équitable n'offre pas de solution magique aux maux de la mondialisation. Ils ont pu d'ailleurs mesurer l'ambivalence et les limites de certaines pratiques du commerce équitable. Par exemple, le renforcement au Nord des normes liées à la sécurité ou la préservation de l'environnement sur certains produits au nom de l'information et du bien-être du consommateur peut conduire à supprimer l'accès aux marchés les producteurs du Sud qui ne peuvent s'adapter.

La force et la faiblesse du commerce équitable tient à ce qu'il poursuit plusieurs objectifs qui sont parfois difficilement conciliables : développement de cultures d'exportation et développement local, intégration au marché et préservation des cultures indigènes, développement par la grande distribution et critique du consumérisme. Sans prétendre pouvoir répondre à l'ensemble des critères et concilier systématiquement les intérêts des producteurs et des consommateurs, le grand mérite des pratiques de commerce équitable est de soumettre au débat public les exigences minimales pour un commerce plus juste. En cela, les partisans du commerce équitable font davantage confiance à la délibération collective plutôt qu'aux mécanismes anonymes du marché pour parvenir à une mondialisation moins productrice d'inégalités et de pauvreté.

---

<sup>1</sup> Dans sa résolution A4-198/98 approuvée le 2 de Juillet 1998.

### 3. Recommandations des participants à la rencontre "commerce équitable"

Les participants de la première rencontre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire sur le commerce équitable et la consommation éthique reconnaissent dans les pratiques de *commerce équitable* et de *consommation éthique* des éléments importants pour une promotion citoyenne d'échanges conscients et solidaires, à différentes échelles.

1. **Consommer éthique et produire équitable.** Ils encouragent tous les alliés à participer au développement de ces pratiques. A l'échelle individuelle, les allié(e)s peuvent s'informer sur les formes d'action, sur les points de vente et les produits du commerce équitable; à l'échelle collective suggérer aux institutions, associations et entreprises avec lesquels ils sont en contact, ou sur lesquels ils peuvent faire pression, de privilégier la consommation de produits éthiques, et diffuser autant que possible l'information sur les enjeux de cette forme d'engagement citoyen.
2. **Faire porter la réflexion sur le commerce équitable par les acteurs eux-mêmes,** au Nord et au Sud. Cela peut être réalisé par la promotion de la communication entre les différents acteurs engagés dans le commerce équitable : producteurs, distributeurs, consommateurs,... La mise en place de réseaux ou de tables de concertation pourrait favoriser cette communication, motivée par des formes plus conviviales et solidaires de participer à l'économie de marché.
3. **Défendre et étendre le droit à l'information** du producteur et du consommateur sur les conditions sociales et économiques de production et de distribution des biens et services, ce droit étant menacé par des décisions multilatérales. Les moyens de communication actuels pourraient favoriser la constitution de réseaux d'échanges d'information et de produits, et l'élaboration de fiches disponibles sur une base de données informatiques, pouvant être reproduites sous forme matérielle.
4. **Articuler commerce équitable et développement local.** Les participants suggèrent de développer une réflexion sur le développement d'actions de commerce équitable en faveur des économies locales, intégrant les préoccupations de la gestion intégrée des territoires, du développement social et de la préservation de l'environnement.
5. **Encourager les alliances et les synergies entre acteurs et initiatives du commerce équitable les autres pratiques d'économie solidaire.** Les acteurs du commerce équitable et de la consommation éthique devraient s'engager dans la recherche d'articulations entre le commerce équitable et d'autres actions favorisant les échanges équilibrés et conscients : finance et de l'épargne solidaires, tourisme responsable, etc.
6. **Valoriser la dimension critique du commerce équitable et d'autres pratiques.** S'appuyer sur ces expériences pour repenser les règles du commerce mondial. Il est nécessaire de faire avancer une éthique du commerce qui soit définie par tous, et non par les seuls intérêts des grands groupes. Il existe de nombreuses convergences entre les actions de commerce équitable et la constitution de réseaux proposant des formes citoyennes de régulation de l'économie de marché, ou bien la conscientisation du public. Des groupes de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire travaillant sur ces questions pourraient être associés à cette réflexion.
7. **Promouvoir des alternatives au consumérisme.** Les participants attirent aussi l'attention sur la nécessité de promouvoir des activités non valorisées commercialement. L'économie ne doit pas envahir toutes les sphères de la vie.
8. **Faire connaître et encourager les pratiques de commerce équitable et de consommation éthique au sein de l'alliance pour un Monde responsable et solidaire.** Le chantier commerce équitable attire l'attention sur les convergences existant entre les objectifs du commerce équitable et ceux d'autres initiatives ou thèmes présents dans l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, et cherchera à collaborer avec celles qui ont des problématiques proches, notamment :
  - ◆ Le Congrès sur la Coexistence Humaine (Québec, juillet 2000), auquel il appelle à participer.
  - ◆ Le nouveau chantier sur l'Organisation Mondiale du Commerce, coordonné par le RONGEAD.

- ◆ Le chantier "Tourisme responsable", coordonné en France par l'association Transverses.
- ◆ Le chantier "Alternatives au consumérisme", présent en Asie du Sud-Est.